Catalogue 11-001-XIF (English 11-001-XIE) ISSN 0380-6103

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 26 septembre 2002
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

- **Incidence du revenu sur la mortalité dans les régions urbaines du Canada,** 1971 à 1996 3
  L'écart entre l'espérance de vie à la naissance des résidents des quartiers les plus riches et des quartiers les plus pauvres dans les régions urbaines du Canada a nettement diminué de 1971 à 1996, selon une nouvelle étude traitant de l'incidence du revenu sur la mortalité.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Statistiques démographiques, au 1er juillet 2002 6

Naissances, 2000 7

Migration, 2000-2001 7

Acier en formes primaires, semaine se terminant le 21 septembre 2002 8

(suite à la page 2)

L'emploi et le revenu en perspective

Numéro en ligne de septembre 2002

Le numéro de septembre 2002 de *L'emploi et le revenu en perspective*, diffusé aujourd'hui, contient deux articles. L'article «À l'approche de la retraite» porte sur la situation des travailleurs âgés canadiens qui ont perdu ou quitté leur emploi de carrière et sur leur activité sur le marché du travail au cours de la période de deux ans ayant suivi la cessation de leur emploi.

Le deuxième article, «L'avantage salarial des travailleurs syndiqués», se fonde sur les données de l'Enquête sur le milieu de travail et les employés pour dresser un portrait des différences entre les salaires des travailleurs syndiqués et ceux des travailleurs non syndiqués.

Pour plus de renseignements sur les deux articles, communiquez avec Sophie Lefebvre au (613) 951-5870 (*sophie.lefebvre@statcan.ca*), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.

Le numéro en ligne de septembre 2002 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 3, no 9 (75-001-XIF, 5 $ / 48 $) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les produits*. Pour plus de renseignements, communiquez avec Henry Pold au (613) 951-4608 (*henry.pold@statcan.ca*), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail.

AUTRES COMMUNIQUÉS – fin

Stocks de viande congelée et froide, septembre 2002 9

Revue des céréales et des graines oléagineuses, juillet 2002 9

À l'approche de la retraite, 1993 à 1997 9

L'avantage salarial des travailleurs syndiqués, 1999 10

Consommation d'énergie par les industries manufacturières, 1995 à 1998 11

NOUVEAUX PRODUITS 12

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX 13

COMMUNIQUÉS PRINCIPAUX

Incidence du revenu sur la mortalité dans les régions urbaines du Canada

1971 à 1996

L'écart entre l'espérance de vie à la naissance des résidents des quartiers les plus riches et des quartiers les plus pauvres dans les régions urbaines du Canada a nettement diminué de 1971 à 1996, selon une nouvelle étude traitant de l'incidence du revenu sur la mortalité.

En 1971, l'écart de l'espérance de vie entre les quartiers urbains les plus pauvres (quintile inférieur) et les quartiers les plus riches (quintile supérieur) s'élevait à plus de 6 ans pour les hommes et à près de 3 ans pour les femmes.

Au cours du quart de siècle suivant, l'espérance de vie des gens s'est considérablement accrue à tous les niveaux de revenu. On observe toutefois une hausse plus importante chez les résidents des quartiers les plus défavorisés que chez ceux des quartiers les mieux nantis.

Ainsi, en 1996, l'écart de l'espérance de vie entre les quartiers affichant les revenus les plus faibles et ceux présentant les revenus les plus élevés avait été réduit à 5 ans pour les hommes et à moins de 2 ans pour les femmes.

L'étude a aussi permis d'observer des améliorations similaires dans les taux de mortalité infantile et une amélioration considérable de la probabilité de survie jusqu'à l'âge de 75 ans.

En outre, les inégalités socioéconomiques se sont nettement amenuisées au fil du temps en ce qui concerne la plupart des causes de décès. Toutefois, une faible amélioration a été constatée en ce qui a trait à certaines causes, tandis que pour d'autres, comme le cancer du poumon chez la femme, l'écart s'est accentué de façon marquée.

L'étude a montré que les caractéristiques socioéconomiques influent toujours grandement sur la mortalité malgré d'importants progrès à plusieurs égards.

Les quartiers les plus pauvres obtiennent des gains plus importants en ce qui a trait à l'espérance de vie

Pour les besoins de l'étude, la population des secteurs de recensement ou des quartiers des principales régions urbaines a été répertoriée selon le revenu et ensuite, elle a été répartie en cinq groupes, selon le niveau de revenu. Chaque groupe représentait ainsi 20 % ou un cinquième de la population urbaine.

Conformément à de nombreuses autres études précédentes, l'étude a permis d'observer que plus le quartier est pauvre, plus l'espérance de vie des résidents est courte. Cela s'applique aux hommes et aux femmes considérés dans leur ensemble. Lorsque seuls les hommes sont considérés, la situation s'applique pour toutes les années de référence, alors que lorsque seules les femmes sont considérées, elle s'applique pour celle de 1971.

Pour toutes les années de référence, les hommes et les femmes appartenant aux quartiers les plus pauvres étaient particulièrement désavantagés. On a néanmoins constaté un progrès considérable de l'espérance de vie pour tous les groupes de revenu de 1971 à 1996.

Les quartiers les plus pauvres ont obtenus des gains plus importants que les quartiers les plus riches. L'espérance de vie des hommes des quartiers les plus pauvres a augmenté de 6,0 ans de 1971 à 1996, comparativement à 4,7 ans pour les hommes des quartiers les plus riches.

Quant aux femmes des quartiers les plus pauvres, l'espérance de vie à la naissance s'est accrue de 3,8 ans au cours de la même période, comparativement à 2,6 ans chez les femmes des quartiers les plus riches.

L'écart de l'espérance de vie entre les quartiers les plus riches et l'ensemble de la population témoigne de la progression potentielle de l'ensemble de la population si les taux de mortalité des quartiers les plus riches s'appliquaient à tous.

Note aux lecteurs

Le présent communiqué repose sur l'étude Tendances de la mortalité selon le revenu du quartier dans les régions urbaines du Canada de 1971 à 1996, *diffusée aujourd'hui. Cette étude porte sur l'évolution des taux de mortalité selon le revenu dans les régions urbaines au cours de ce quart de siècle.*

L'étude visait à déterminer si les écarts entre les taux de mortalité attribuables au revenu du quartier avaient varié depuis le début des années 1970 et, le cas échéant, dans quelle mesure, selon la période, le groupe d'âge et les causes de décès. Les résultats s'appliquent aux 60 % des Canadiens qui vivent dans les régions métropolitaines.

Les données sur les décès et les caractéristiques démographiques des résidents des régions métropolitaines de recensement ont été tirées de la Base canadienne de données sur la mortalité et des recensements de la population de 1971, 1986, 1991 et 1996. Les données sur les décès ont ensuite été codées en fonction du secteur de recensement, puis les données régionales du recensement sur le revenu et sur la population à l'échelon du quartier ont été ajoutées.

Pour chaque région métropolitaine de recensement, on a regroupé la population hors établissement et les décès survenus chez celle-ci, selon le quintile de revenu du quartier, d'après le pourcentage de la population des secteurs de recensement dont le revenu était inférieur au seuil de faible revenu établi par Statistique Canada.

En 1971, l'écart était de près de 3 ans pour les hommes et d'environ 17 mois pour les femmes. En 1996, il n'était plus que de 2 ans et d'à peine 6 mois respectivement.

Mortalité infantile: l'écart entre quartiers riches et pauvres s'amenuise considérablement

Le taux de mortalité infantile – les décès survenus avant l'âge de un an – a diminué durant la période de référence de 25 ans pour chacun des cinq groupes de revenu. Une fois de plus, une amélioration plus importante a été observée pour les quartiers les plus pauvres.

En 1971, l'écart entre les quartiers les plus riches et les quartiers les plus pauvres se chiffrait à 9,8 décès infantiles pour 1 000 naissances vivantes. En 1996, l'écart n'était plus que de 2,4 décès.

En 1996, le taux de mortalité infantile dans les quartiers les plus pauvres au Canada, soit 6,4 décès pour 1 000 naissances vivantes, était considérablement inférieur au taux national de mortalité infantile des États-Unis (7,8 décès). Cependant, le taux des quartiers les plus riches au Canada ne faisaient meilleure figure que le taux national de la Suède (4,0 décès).

Si le taux des quartiers les plus riches s'était appliqué à tous les quartiers urbains et aux régions non métropolitaines, le Canada aurait compté environ 2 000 morts infantiles de moins en 1971 et environ 500 de moins en 1996.

Forte amélioration de la probabilité d'atteindre 75 ans dans tous les groupes de revenu

En 1996, 53 % des hommes du groupe de revenu du quartier le plus pauvre et 69 % de ceux du groupe le plus riche pouvaient s'attendre à vivre jusqu'à 75 ans. Chez les femmes, les taux correspondaient à 73 % et à 80 % respectivement.

Au cours de cette période de 25 ans, la probabilité de survie jusqu'à l'âge de 75 ans s'est accrue presque uniformément parmi les groupes de revenu. Ainsi, l'écart entre les quartiers riches et pauvres demeure généralement le même.

La mortalité prématurée attribuable au revenu demeure préoccupante au Canada

Le décès prématuré attribuable à diverses causes peut être étudié en calculant le nombre d'années potentielles de vie perdues avant 75 ans. L'excédent des années potentielles de vie perdues avant 75 ans illustre les conséquences pour la santé publique des inégalités de mortalité prématurée attribuables au revenu du quartier.

Si tous les groupes de revenu avaient affiché les taux de mortalité du groupe le plus riche et que les mêmes taux avaient aussi été appliqués aux régions rurales et aux petites villes, 13 000 hommes de moins et 5 000 femmes de moins seraient décédés avant 75 ans en 1996.

En 1971, 39 % de la surmortalité visait les jeunes de moins de 15 ans. En 1996, la mortalité à un jeune âge avait diminué, de sorte que ce groupe d'âge ne représentait plus que 12 % de la surmortalité.

Pour ce qui est du nombre d'années potentielles de vie perdues avant 75 ans, le fardeau de la surmortalité associé au revenu était, en 1996, supérieur à celui attribuable à tous les traumatismes ou aux maladies de l'appareil circulatoire.

D'après ces résultats, bien que tous les Canadiens aient nettement accru leur espérance de vie au fil des années, et particulièrement ceux qui vivent dans les quartiers les plus défavorisés, les différences de mortalité selon le revenu n'ont pas encore été aplanies.

Causes de décès: modèle général du taux de mortalité inférieure pour tous les groupes de revenu

En ce qui a trait aux causes de décès, la tendance a montré que, de 1971 à 1996, le taux de mortalité a diminué pour tous les groupes de revenu pour les deux sexes et pour la plupart des causes de décès.

Durant cette période, le modèle de répartition le plus commun correspond à un gradient, où le groupe de revenu du quartier le plus riche affichait le taux de mortalité le plus faible et le groupe le plus pauvre, le taux le plus élevé. Ces gradients de revenu ont généralement persisté, bien qu'ils aient eu tendance à s'amenuiser ces dernières années, particulièrement chez les femmes.

Pour la plupart des causes de décès, les différences de mortalité d'origine socioéconomique ont diminué considérablement au fil des ans. Les causes comprennent notamment la cardiopathie ischémique, la plupart des traumatismes, la cirrhose du foie et les affections périnatales. Pour ces causes de décès, le taux de mortalité a chuté au cours de la période de référence de 25 ans, et les différences d'un groupe de revenu à l'autre se sont amenuisées.

Les différences socioéconomiques pour certaines causes de décès – le cancer du poumon chez l'homme, le cancer de la prostate ainsi que le cancer du sein chez la femme – ont peu changé.

Enfin, l'écart a fortement augmenté en ce qui concerne d'autres causes de décès: le cancer du poumon chez la femme, les troubles mentaux et le diabète chez l'homme et la femme. Le taux de mortalité attribuable au cancer du poumon a progressé rapidement chez la femme dans tous les groupes de revenu, et l'écart entre les pauvres et les riches s'est accentué en fonction des augmentations du taux de tabagisme précédemment enregistré chez la femme. Depuis 1986, les taux des quartiers défavorisés sont nettement supérieurs à ceux des autres groupes de revenu.

Information sur les méthodes et la qualité des données disponible dans la Base de métadonnées intégrée: numéro d'enquête 3233.

L'étude *Tendances de la mortalité selon le revenu du quartier dans les régions urbaines du Canada de 1971 à 1996* (82-003-SIF, gratuite) est maintenant accessible dans le site Web de Statistique Canada (*www.statcan.ca*). À la page d'accueil, choisissez *Nos produits et services*, puis *Publications gratuites* et *Santé*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Russell Wilkins au (613) 951-5305 (*wilkrus@statcan.ca*) ou avec Jean-Marie Berthelot au (613) 951-3760 (*berthel@statcan.ca*), Groupe d'analyse et de mesure de la santé. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Statistiques démographiques

Au 1er juillet 2002 (estimations provisoires)

Les estimations postcensitaires provisoires au 1er juillet ainsi que les estimations mises à jour de 1998 à 2001 sont maintenant disponibles pour le Canada, les provinces et les territoires. Les estimations de population sont mises à jour lorsque des statistiques actualisées relatives aux naissances, aux décès et aux migrations deviennent disponibles.

Au 1er juillet, la population du Canada a atteint 31 414 000 personnes, en hausse de 303 400 personnes par rapport au 1er juillet 2001. Le taux de croissance de 1,0 % est similaire à celui observé l'année précédente, alors que la population avait augmenté de 319 700 personnes.

Nota: Ces estimations sont fondées sur les effectifs du Recensement de 1996 redressés pour tenir compte du sous-dénombrement net et ne prennent pas en compte les résultats du Recensement de 2001 diffusés le 12 mars.

Les études de couverture du Recensement de 2001 seront terminées en 2003. Les résultats obtenus seront utilisés pour redresser les effectifs du Recensement de 2001 et pour mettre à jour les estimations démographiques. Ces nouvelles estimations seront diffusées en septembre 2003.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 051-0004 à 051-0006, 051-0008, 051-0009, 051-0013, 051-0017, 051-0020 et 053-0001.

Le numéro du deuxième trimestre de 2002 de la publication *Statistiques démographiques trimestrielles* (91-002-XIB, 8 $ / 25 $; 91-002-XPB, 10 $ / 33 $) paraîtra bientôt. Voir *pour commander les produits*.

Pour obtenir des données, communiquez avec Colette O'Meara au (613) 951-2320 (*colette.o'meara@statcan.ca*) ou avec le centre de consultation régional de Statistique Canada le plus près de votre localité. Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Daniel Larrivée au (613) 951-0694 (*daniel.larrivee@statcan.ca*), Division de la démographie. Télécopieur: (613) 951-2307.

Population du Canada

	Au 1er juillet 2000pr	Au 1er juillet 2001pr	Au 1er juillet 2002pp	2000 à 2001 var. en %	2001 à 2002
Canada	**30 790 834**	**31 110 565**	**31 413 990**	**1,0**	**1,0**
Terre-Neuve-et-Labrador	537 877	533 816	531 595	-0,8	-0,4
Île-du-Prince-Édouard	138 341	138 904	139 913	0,4	0,7
Nouvelle-Écosse	942 315	942 884	944 765	0,1	0,2
Nouveau-Brunswick	755 617	755 953	756 652	0,0	0,1
Québec	7 381 766	7 417 732	7 455 208	0,5	0,5
Ontario	11 697 569	11 894 863	12 068 301	1,7	1,4
Manitoba	1 146 444	1 149 118	1 150 848	0,2	0,2
Saskatchewan	1 021 963	1 017 087	1 011 808	-0,5	-0,5
Alberta	3 009 860	3 059 107	3 113 586	1,6	1,8
Colombie-Britannique	4 060 133	4 101 579	4 141 272	1,0	1,0
Yukon	30 597	30 181	29 924	-1,4	-0,9
Territoires du Nord-Ouest	40 849	41 226	41 403	0,9	0,4
Nunavut	27 503	28 115	28 715	2,2	2,1

pr Estimations postcensitaires révisées.
pp Estimations postcensitaires provisoires.
Note: *Ces estimations sont fondées sur les effectifs du Recensement de 1996 redressés pour tenir compte du sous-dénombrement net.*

■

Naissances
2000

Pour une dixième année consécutive, le nombre de naissances au Canada a diminué en 2000, de sorte que le taux de fécondité n'a jamais été aussi bas.

Au total, 327 882 bébés sont nés en 2000, soit le nombre le plus faible observé depuis 1946. Il s'agit d'un fléchissement de 2,8 % par rapport au nombre de 337 249 enregistré en 1999. Le nombre de naissances vivantes a chuté dans toutes les provinces et tous les territoires sauf dans les Territoires du Nord-Ouest, où il a augmenté de 2,1 %.

Compte tenu de l'accroissement de la population, le taux de fécondité – une estimation du nombre moyen d'enfants que les femmes âgées de 15 à 49 ans auront au cours de leur vie – s'est établi à 1,49, soit le niveau le plus faible jamais observé. Les taux de fécondité ont reculé dans tous les groupes d'âge de femmes de moins de 35 ans.

La baisse annuelle la plus importante du taux de fécondité a été observée chez les adolescentes. Le taux de fécondité pour chaque tranche de 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans a chuté, passant de 18,9 en 1999 à 17,3 en 2000.

Bien que les taux de fécondité chez les femmes âgées de 35 ans et plus se soient accrus de 1999 à 2000, ils n'ont pas permis de contrebalancer les replis des taux de fécondité chez les femmes plus jeunes.

Naissances[1]

	1999	2000	1999 à 2000 var. en %
Canada[2]	**337 249**	**327 882**	**-2,8**
Terre-Neuve-et-Labrador	5 055	4 869	-3,7
Île-du-Prince-Édouard	1 515	1 441	-4,9
Nouvelle-Écosse	9 575	9 116	-4,8
Nouveau-Brunswick	7 615	7 347	-3,5
Québec	73 596	72 007	-2,2
Ontario	131 080	127 408	-2,8
Manitoba	14 315	14 090	-1,6
Saskatchewan	12 604	12 140	-3,7
Alberta	38 171	37 006	-3,1
Colombie-Britannique	41 939	40 672	-3,0
Yukon	383	370	-3,4
Territoires du Nord-Ouest[3]	659	673	2,1
Nunavut[3]	737	727	-1,4

1 *Ne comprennent pas les naissances provenant de non-résidentes du Canada et les mortinaissances.*
2 *Le total pour le Canada comprend les naissances pour lesquelles la province ou le territoire de résidence de la mère est inconnu.*
3 *Pour 1999 et 2000, les données sur le Nunavut sont exclues de celles des Territoires du Nord-Ouest.*

Pour plus de renseignements ou pour commander des totalisations spéciales, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-1746 (*hd-ds@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Patricia Tully au (613) 951-1759 (*patricia.tully@statcan.ca*), Division de la statistique de la santé. ■

Migration
2000-2001

Les données portant sur le nombre de personnes ayant déménagé du 1er juillet 2000 au 30 juin 2001, incluant celles qui se sont déplacées à l'intérieur d'une même province ou d'une province à l'autre ainsi que celles qui sont entrées au pays ou qui l'ont quitté, sont maintenant disponibles.

Un peu plus de 1,22 million de personnes ont déménagé pendant cette période, en baisse par rapport à 1,29 million en 1999-2000.

De ces personnes, environ 269 000 ont changé de province ou de territoire, et environ 887 000 se sont déplacées d'une division de recensement à une autre au sein de leur province ou de leur territoire. La migration interprovinciale a été à son point le plus bas depuis 1992-1993, et la migration infraprovinciale n'a été plus faible qu'à une seule autre occasion pendant cette période.

Parmi les divisions de recensement, pour la troisième année consécutive, la municipalité régionale de York, située au nord de Toronto, a connu la plus forte migration nette positive par rapport à sa population. En 2000-2001, York a accueilli, en raison de la migration, 51 personnes pour 1 000 habitants. La municipalité régionale de Peel, située à l'ouest de Toronto, a affiché la plus forte migration nette après York, soit 33 personnes pour 1 000 habitants.

La division nº 16, dans le nord-est de l'Alberta, a également connu une migration nette de 33 personnes pour 1 000 habitants. Cette division de recensement comprend entre autres la municipalité de Fort McMurray, qui connaît un niveau d'activité élevé à la suite d'importants investissements dans l'exploitation de sables bitumineux.

En ce qui concerne les régions métropolitaines de recensement (RMR), Toronto n'a pas seulement enregistré la plus importante entrée nette de personnes (106 185), mais aussi le taux de migrants le plus élevé par rapport à sa population, soit 22 personnes pour 1 000 habitants. Windsor (19 personnes pour 1 000 habitants) et Calgary (17 personnes pour 1 000 habitants) suivaient.

La migration nette positive des particuliers dans les trois plus grandes régions métropolitaines de recensement (Toronto, Montréal et Vancouver) est

attribuable à l'arrivée de migrants internationaux. Sans ces derniers, plus de personnes quitteraient ces RMR qu'ils y arriveraient.

Les immigrants internationaux ont représenté les deux tiers des personnes qui ont déménagé à Toronto, alors que 21 % sont arrivés d'ailleurs dans la province et 13 %, d'autres provinces.

La plupart des personnes (65 %) qui ont quitté la RMR de Toronto sont parties vers une autre région de l'Ontario. Par ailleurs, 19 % ont déménagé dans une autre province, principalement en Colombie-Britannique, au Québec ou en Alberta. Environ 16 % ont quitté le pays.

Nota: Ces données sur la migration ont été dérivées en comparant les adresses inscrites sur les déclarations de revenus personnelles remplies aux printemps 2000 et 2001. Elles ont été rajustées en fonction des estimations de la population totale de juillet. Elles reflètent les déplacements intraprovinciaux entre les RMR ou les divisions de recensement (régions géographiques infraprovinciales telles que les comtés, les districts régionaux et les municipalités régionales) ainsi que les mouvements interprovinciaux et internationaux. Les déménagements de l'autre côté de la ville ou de la rue en sont exclus. Les augmentations en raison de facteurs naturels (les naissances moins les décès) et par cause de migration doivent toutes deux être considérées pour le calcul de la variation de la population totale.

Les estimations de la migration (91C0025, prix variés) sont offertes pour les provinces et les territoires, pour les RMR ainsi que pour les divisions de recensement. Quatre tableaux portant sur ces niveaux de géographie procurent des données sur l'origine et la destination ainsi que sur l'âge et le sexe des migrants.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-9720 ou composez sans frais le 1 866 652-8443 (*saadinfo@statcan.ca*), Division des données régionales et administratives. Télécopieur: (613) 951-4745 ou, sans frais, 1 866 652-8444.

Migrations des régions métropolitaines de recensement
2000-2001

	Entrées	Sorties	Net	Taux net pour 1 000 habitants	
				2000-2001	1999-2000
Toronto	199 036	92 851	106 185	22,3	14,1
Windsor	13 077	7 137	5 940	19,4	17,5
Calgary	48 498	31 935	16 563	17,5	16,4
Ottawa–Hull	47 004	29 393	17 611	16,2	12,7
Vancouver	79 905	49 536	30 369	14,8	11,0
Oshawa	15 267	11 064	4 203	14,1	15,9
Kitchener	19 411	14 157	5 254	12,4	13,4
Hamilton	25 861	18 869	6 992	10,4	8,4
Victoria	14 942	12 179	2 763	8,7	2,2
Edmonton	36 577	28 692	7 885	8,4	8,8
Montréal	90 240	64 908	25 332	7,3	5,0
Sherbrooke	7 459	6 539	920	6,0	4,0
London	17 024	14 621	2 403	5,7	6,1
Halifax	15 715	13 918	1 797	5,0	5,3
St. Catharines–Niagara	10 072	8 727	1 345	3,4	5,1
Québec	19 762	17 408	2 354	3,4	1,3
Winnipeg	19 801	19 002	799	1,2	0,7
St. John's	5 922	5 725	197	1,1	1,4
Saskatoon	10 783	11 046	-263	-1,1	-3,9
Thunder Bay	3 862	4 095	-233	-1,9	-8,9
Trois-Rivières	4 687	4 969	-282	-2,0	-2,1
Saint John	3 313	3 741	-428	-3,4	-0,8
Sudbury	4 994	5 693	-699	-4,4	-9,7
Regina	7 159	8 560	-1 401	-7,0	-5,9
Chicoutimi–Jonquière	3 518	5 183	-1 665	-10,4	-10,6

■

Acier en formes primaires

Semaine se terminant le 21 septembre 2002 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 21 septembre a atteint 292 911 tonnes métriques, en hausse de 20,0 % par rapport à la production de 244 091 tonnes de la semaine précédente mais en baisse de 2,7 % comparativement à la production de 301 047 tonnes de la semaine correspondante en 2001.

Le total cumulatif au 21 septembre était de 11 644 520 tonnes, en hausse de 6,1 % comparativement aux 10 973 024 tonnes produites au cours de la même période en 2001.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*manufact@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Stocks de viande congelée et froide

Septembre 2002

Au premier jour ouvrable de septembre, 79 076 tonnes métriques de viande rouge congelée et froide reposaient dans les entrepôts frigorifiques, en baisse de 1 % comparativement aux 79 759 tonnes enregistrées en août, mais en hausse de 24 % par rapport aux 63 521 tonnes de septembre 2001.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 003-0005 et 003-0006.

Les données sur les *Stocks de viandes congelées et réfrigérées* (23-009-XIF, gratuites) sont accessibles dans le site Web de Statistique Canada (*www.statcan.ca*) sous les rubriques *Nos produits et services*, puis *Publications gratuites* et *Agriculture*.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, composez sans frais le 1 800 465-1991. Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Barbara McLaughlin au (902) 893-7251 (*barbara.mclaughlin@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

Revue des céréales et des graines oléagineuses

Juillet 2002

Au début d'août, les prix à terme des céréales aux États-Unis se sont redressés de façon marquée en raison de la sécheresse qui a sévi en Amérique du Nord, comme en faisaient foi les rapports du United States Department of Agriculture (USDA) pour le milieu du mois. Les prix du maïs se sont établis à un niveau moins élevé au cours du reste d'août, en raison de l'humidité accrue dans le Midwest. Les prix du soya ont connu des pressions à la baisse en raison d'un meilleur taux d'humidité qui est survenu trop tard pour améliorer les récoltes de maïs et de blé. Toutefois, le redressement des prix à terme du blé a été soutenu tout au long d'août, à la suite de la sécheresse qui a prédominé dans les principaux pays producteurs qui exportent du blé de grande qualité.

Les prix à terme à Winnipeg se sont redressés en raison de la sécheresse qui a sévi dans le Midwest et dans les Grandes plaines aux États-Unis ainsi que dans les Prairies au Canada, de même que de l'annonce de stocks restreints de graines oléagineuses à l'échelon mondial. Le 23 août, les prix à terme du canola en novembre ont atteint 436 $ la tonne métrique, avant de connaître des pressions à la baisse en raison des perspectives de rendement améliorées pour le soya américain. Les prix de l'orge fourragère en décembre se sont maintenus à environ 190 $ la tonne, à la suite de la diffusion des rapports de l'USDA, en raison des perspectives de rendement établies précédemment pour le maïs et l'orge.

Les données du numéro de juillet 2002 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* sont maintenant disponibles. On y trouve notamment des renseignements sur la production, les stocks, les prix au comptant et à terme, la transformation au Canada, les exportations et les livraisons des cultivateurs ainsi que des analyses de l'offre et de l'utilisation.

Le rapport de situation d'août, qui donne un aperçu des conditions du marché tant national qu'international, est aussi inclus dans le numéro de juillet 2002 de *La revue des céréales et des graines oléagineuses* (22-007-XIB, 11 $ / 112 $; 22-007-XPB, 15 $ / 149 $), qui paraîtra en octobre. Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Karen Gray au (204) 983-2856 (*karen.gray@statcan.ca*), Division de l'agriculture. ■

À l'approche de la retraite

1993 à 1997

Une nouvelle étude semble indiquer que pour bon nombre de travailleurs âgés canadiens, quitter le marché du travail pour prendre une retraite où toute forme de travail est exclue n'est décidément pas ce qui leur convient le mieux.

L'étude, qui se fonde sur les données de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu, a révélé que près de deux travailleurs âgés sur cinq dont l'emploi de carrière a pris fin entre 1993 et 1997 ont commencé un nouvel emploi au cours de la période de deux ans ayant suivi la cessation de leur emploi.

La majorité de ces travailleurs ont trouvé un nouvel emploi à temps plein, et un pourcentage faible, mais

non négligeable, de ces travailleurs sont passés à un emploi à temps partiel, ce qui fait croire à un véritable phénomène de retraite graduelle.

On examine dans cette étude, qui paraît aujourd'hui dans la version en ligne de *L'emploi et le revenu en perspective*, les transitions du marché du travail des travailleurs âgés en s'attardant à diverses caractéristiques dont l'âge, le sexe et la catégorie de travailleurs. Il y est aussi question du caractère volontaire ou involontaire de la perte d'emploi.

La population de l'étude était composée de personnes âgées de 50 à 67 ans qui avaient occupé un emploi à temps plein pendant au moins huit ans et qui avaient cessé de travailler au cours de la période de cinq ans allant de 1993 à 1997. On a observé ces personnes pendant les 24 mois suivant la fin de leur emploi de carrière dans le but de constater, le cas échéant, leur réintégration sur le marché du travail.

L'âge a une grande importance pour les travailleurs quand vient le moment pour eux de décider s'ils vont prendre leur retraite. Dans le groupe d'âge plus jeune (50 à 54 ans), 58 % de ceux qui ont quitté un emploi de carrière à temps plein ont recommencé à travailler à temps plein dans les deux ans. Il est possible que ces changements aient fait partie de leur cheminement de carrière. Toutefois, 26 % des travailleurs n'avaient toujours pas de nouvel emploi deux ans après avoir cessé de travailler.

Moins d'un tiers des personnes âgées de 55 à 59 ans ont quitté un emploi de carrière pour commencer un autre emploi à temps plein. Parmi les répondants de ce groupe d'âge, 54 % n'ont pas travaillé de nouveau au cours des deux années suivantes, ce qui porte à croire que ces travailleurs pourraient être passés à une retraite anticipée.

Près de 60 % des femmes se sont retrouvées sans emploi, comparativement à près de la moitié des hommes. Plus du tiers des hommes ont commencé un nouvel emploi à temps plein.

Il semble également que, en ce qui concerne les transitions du marché du travail, la part du choix soit importante. Parmi les travailleurs qui ont quitté volontairement leur emploi de carrière, 62 % n'ont pas retravaillé dans les deux années suivantes, alors que 21 % des travailleurs ont commencé un nouvel emploi à temps plein.

La situation était tout à l'opposé chez ceux qui ont quitté leur poste de façon involontaire. En effet, 21 % des travailleurs n'ont pas retravaillé dans les deux années suivant la cessation de leur emploi, alors que 61 % ont commencé un nouvel emploi à temps plein.

Pour les travailleurs qui ont trouvé un nouvel emploi en moins de deux ans, la période moyenne au cours de laquelle ils ont été sans emploi a été de 5,6 mois. Les personnes qui ont pris leur retraite ont eu une période plus longue entre leurs deux emplois que celles qui ont quitté leur emploi pour d'autres raisons.

L'article «À l'approche de la retraite» paraît aujourd'hui dans le numéro en ligne de septembre 2002 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 3, n^{o} 9 (75-001-XIF, 5 $ / 48 $). Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sophie Lefebvre au (613) 951-5870 (*sophie.lefebvre@statcan.ca*), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail. ■

L'avantage salarial des travailleurs syndiqués

1999

Les travailleurs syndiqués ont touché environ 8 % de plus que leurs homologues non syndiqués en 1999, selon une nouvelle étude qui se penche sur l'écart salarial entre les deux groupes de travailleurs.

L'étude, qui se fonde sur l'Enquête sur le milieu de travail et les employés, a révélé que cet écart salarial moyen était inférieur à celui dont faisaient état des estimations antérieures. Par exemple, l'écart était de 20 % en 1986 et de 12 % en 1998.

En 1999, les travailleurs syndiqués gagnaient en moyenne 20,36 $ l'heure, tandis que les travailleurs non syndiqués gagnaient 17,82 $, ce qui représente pour les travailleurs syndiqués un avantage salarial global de 14 %. Cependant, quand on tenait compte des différences en ce qui avait trait aux caractéristiques des travailleurs et des entreprises, comme le secteur d'activité, la profession, la durée d'occupation de l'emploi et la région, l'écart n'était plus que de 8 %.

Les travailleurs syndiqués ont passé en moyenne neuf ans au service de leurs employeurs et les travailleurs non syndiqués, six ans. Les travailleurs syndiqués étaient plus susceptibles d'être des travailleurs professionnels, techniques ou des travailleurs de la production et moins susceptibles d'être des gestionnaires ou des employés de bureau.

Les caractéristiques du milieu de travail de ces employés différaient également beaucoup. Les travailleurs syndiqués étaient plus susceptibles de travailler dans les secteurs de la fabrication primaire, des communications et des services publics ou encore dans les secteurs de l'enseignement et des soins de santé.

Ils étaient aussi plus susceptibles de travailler dans de grandes entreprises et des organismes à

but non lucratif. Sur le plan géographique, il y avait davantage de travailleurs syndiqués au Québec et en Colombie-Britannique. L'Ontario et l'Alberta affichaient des proportions nettement supérieures d'employés non syndiqués.

Environ 75 % de l'écart salarial entre les travailleurs syndiqués et non syndiqués était attribuable aux différences liées aux caractéristiques personnelles et aux caractéristiques du milieu de travail, comme les études, l'expérience, la profession et le secteur d'activité. Néanmoins, même après avoir tenu compte de tous ces facteurs, une partie importante de l'écart salarial (25 %) demeurait inexpliquée.

L'écart salarial moyen de 8 % entre les travailleurs syndiqués et non syndiqués ne se retrouvait pas dans tous les secteurs, toutes les professions et toutes les régions. Le secteur de la construction (19 %) et les travailleurs de la construction (15 %) affichaient les écarts les plus élevés, alors que le secteur des services immobiliers, de location et de location à bail (-11 %) et le groupe des gestionnaires et du personnel professionnel (-1 %) présentaient les écarts les plus faibles.

La Colombie-Britannique affichait l'une des différences salariales les plus élevées, soit 14 %. Bien que le Québec ait été la région présentant le plus fort taux de syndicalisation (35 % selon l'Enquête sur la population active), l'écart salarial n'y était que de 5 %. En Ontario, province où le taux de syndicalisation s'élevait à seulement 26 %, l'avantage salarial des travailleurs syndiqués s'établissait à 6 %, ce qui est quelque peu en deçà de la moyenne nationale.

On se demande également dans cette étude pourquoi l'avantage salarial des travailleurs syndiqués tend à se maintenir au fil des ans et quelles sont les causes potentielles du déclin des répercussions de la syndicalisation sur les salaires.

L'article «L'avantage salarial des travailleurs syndiqués» paraît aujourd'hui dans le numéro en ligne de septembre 2002 de *L'emploi et le revenu en perspective*, vol. 3, n^{o} 9 (75-001-XIF, 5 $ / 48 $). Voir *Pour commander les produits*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sophie Lefebvre au (613) 951-5870 (*sophie.lefebvre@statcan.ca*), Division de l'analyse des enquêtes auprès des ménages et sur le travail. ■

Consommation d'énergie par les industries manufacturières

1995 à 1998

La estimations révisées sur la consommation d'énergie par les industries manufacturières de 1995 à 1998, selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, sont maintenant disponibles. Ces données identifient les diverses formes d'énergie utilisées par certaines industries à l'échelon national en unités naturelles (quantités) et sur une base de contenu calorifique.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec l'agent de diffusion au (613) 951-9497 ou composez sans frais le 1 866 873-8789 (*energ@statcan.ca*). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Debbie Hills au (613) 951-9496 (*debbie.hills@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

NOUVEAUX PRODUITS

Stocks de viandes congelées et réfrigérées, septembre 2002
Numéro au catalogue: 23-009-XIF
(gratuit).

L'emploi et le revenu en perspective, septembre 2002, vol. 3, nº 9
Numéro au catalogue: 75-001-XIF (5 $/ 48 $).

Tendances de la mortalité selon le revenu du quartier dans les régions urbaines du Canada, 1971 à 1996
Numéro au catalogue: 82-003-SIF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB, la version électronique sur disquette et -XCB, la version électronique sur CD-ROM.

Pour commander les produits

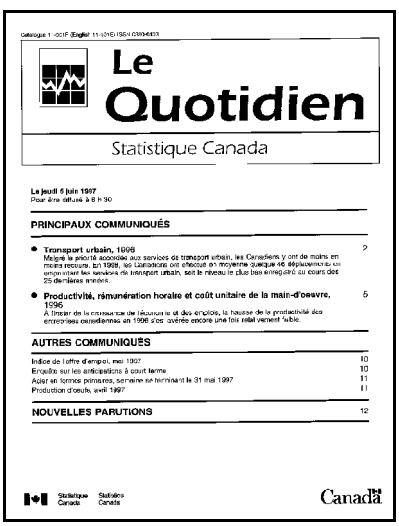
Pour commander les produits par téléphone:
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	**1 800 267-6677**
Pour les autres pays, composez:	**1 613 951-7277**
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	**1 877 287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	**1 800 700-1033**

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division de la diffusion, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à *order@statcan.ca* ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada *(www.statcan.ca)* sous les rubriques *Nos produits et services,* puis *Publications payantes ($).*

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.


Le Quotidien
Statistique Canada

Le jeudi 6 juin 1997
Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- Transport urbain, 1996 — 2
- Productivité, rémunération horaire et coût unitaire de la main-d'oeuvre, 1996 — 5

AUTRES COMMUNIQUÉS

Indice de l'offre d'emploi, mai 1997 — 10
Enquête sur les anticipations à court terme — 10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 31 mai 1997 — 11
Production d'oeufs, avril 1997 — 11

NOUVELLES PARUTIONS — 12

Statistique Canada Statistics Canada
Canada

Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse *http://www.statcan.ca*. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à *listproc@statcan.ca.* Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2002. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001-XIF au catalogue, date et numéros de page.

CENTRES DE CONSULTATION RÉGIONAUX

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent une gamme complète de produits et services. On y trouve une bibliothèque et un comptoir de vente où vous pouvez consulter ou acheter nos différents produits, dont nos publications, disquettes et CD-ROM, microfiches et cartes.

Chaque centre vous offre la possibilité d'extraire de l'information du système de retrait de données CANSIM. Un service téléphonique de renseignements est également disponible; ce service est gratuit pour les clients se trouvant à l'extérieur des secteurs d'appels locaux. On y offre également plusieurs autres services utiles, allant des séminaires aux consultations. Pour plus de renseignements, communiquez avec le centre de consultation de votre région.

Terre-Neuve et Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick
Services-conseils
Statistique Canada
1741, rue Brunswick
2e étage, case postale 11
Halifax (N.-É.)
B3J 3X8

Appel local: (902) 426-5331
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (902) 426-9538
Courriel: atlantic.info@statcan.ca

Québec et Nunavut
Services-conseils
Statistique Canada
200, boul. René-Lévesque Ouest
Complexe Guy-Favreau
4e étage, Tour Est
Montréal (Qc)
H2Z 1X4

Appel local: (514) 283-5725
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (514) 283-9350
Courriel: infostcmontreal@statcan.ca

Région de la Capitale nationale
Services-conseils
Centre de consultation statistique (RCN)
Statistique Canada
Rez-de-chaussée, imm. R.-H.-Coats
Tunney's Pasture
Ottawa (Ont.)
K1A 0T6

Appel local: (613) 951-8116
Télécopieur: (613) 951-0581
Courriel: infostats@statcan.ca

Ontario
Services-conseils
Statistique Canada
10e étage, imm. Arthur Meighen
25, avenue St. Clair Est
Toronto (Ont.)
M4T 1M4

Appel local: (416) 973-6586
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (416) 973-7475

Manitoba
Services-conseils
Statistique Canada
Édifice Via Rail, pièce 200
123, rue Main
Winnipeg (Man.)
R3C 4V9

Appel local: (204) 983-4020
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (204) 983-7543
Courriel: statswpg@solutions.net

Saskatchewan
Services-conseils
Statistique Canada
Park Plaza
2365, rue Albert, pièce 440
Regina (Sask.)
S4P 4K1

Appel local: (306) 780-5405
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (306) 780-5403
Courriel: statcan@sk.sympatico.ca

Alberta et Territoires du Nord-Ouest
Services-conseils
Statistique Canada
Pacific Plaza, pièce 900
10909, avenue Jasper, N.O.
Edmonton (Alb.)
T5J 4J3

Appel local: (780) 495-3027
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (780) 495-5318
Courriel: Sabrina.Pond@statcan.ca

Colombie-Britannique et Yukon
Services-conseils
Statistique Canada
Library Square Tower
300, rue Georgia Ouest, pièce 600
Vancouver (C.-B.)
V6B 6C7

Appel local: (604) 666-3691
Sans frais: 1 800 263-1136
Télécopieur: (604) 666-4863

Numéro sans frais pour les demandes de renseignements (Canada et États-Unis): 1 800 263-1136
Numéro sans frais pour commander seulement (Canada et États-Unis): 1 800 267-6677
Numéro sans frais de commande par télécopieur (Canada et États-Unis): 1 877 287-4369
Numéro sans frais pour les appareils de télécommunications pour les malentendants: 1 800 363-7629